LADEPECHE.fr
samedi 27 juin, 23:37, Saint Fernand

Midi-Pyrénées : de bons comptes dans la corbeille de mariage

Publié le 24/06/2015 à 08:08

Réforme territoriale - Budget régional

Séance délibérative en 2012 à l'hôtel de région de Toulouse. Bientôt une image d'archives ? / Photo DDM XDF

En attendant la fusion avec Languedoc-Roussillon la vie continue pour la région Midi-Pyrénées. Les comptes sont bons et les élus ont voté lundi plusieurs mesures...

Il a évidemment été beaucoup question de «fusion» ou d' «union» voire de «réunification» (Gérard Onesta, EELV) entre Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon, lundi, lors de la séance plénière du conseil régional (notre édition d'hier). Mais en attendant cette échéance fixée au 1er janvier 2016, la vie continue pour la région Midi-Pyrénées.

Ainsi, les 85 élus présents en séance ont également été invités à se prononcer sur plusieurs mesures budgétaires. Comme chaque année, la Région adapte son budget aux évolutions depuis le vote de décembre dernier «dans la continuité des priorités dégagées lors du budget primitif 2015», souligne Martin Malvy. Cette DMOF (décision modificative) a été votée en séance plénière (60 pour 20 contre 4 abstentions).

La jolie dot de la mariée

Invité également à se prononcer sur le compte de gestion et le compte administratif 2014, l'assemblée les a approuvés, opposition comprise, qui par la voix de Jacques Thouroude, a «pris acte des bons ratios budgétaires de notre collectivité» et aussi de «la note de AA + qui nous permet d'emprunter à de meilleures conditions que la région Languedoc-Roussillon», laquelle a un autofinancement inférieur de 20 %. Au total,

l'élu LR juge que ces comptes «constitueront une jolie dot de la mariée dans cette union». Languedoc-Roussillon, pour sa part, apportera la mer, ce vieux rêve des régions continentales.

Sinon, différentes mesures ont été votées lundi par l'assemblée qu'il s'agisse d'autorisation de programmes ou de crédits de fonctionnement. Dans l'union des régions, il faut que l'intendance suive : plusieurs projets de convergence des systèmes informatiques vont être lancés. Dans le domaine de l'éducation, des crédits supplémentaires sont votés pour la construction du lycée de Montech car la capacité du lycée est revue à la hausse.

Des acquisitions foncières sont programmées notamment au bénéfice des lycées agricoles de Villefranche-de-Rouergue, Saint-Gaudens, Auch et Tarbes. La formation professionnelle, une priorité ? Des crédits sont votés pour les indemnités de transport des handicapés, la formation des détenus des prisons de Rodez et Seysses, l'accès à la formation des demandeurs d'emploi, ainsi que de nouvelles aides au recrutement des apprentis. La grande école du numérique ne constituera pas un établissement supplémentaire mais devra être «infusée» sur tout le territoire.

Des aides à l'économie

Plusieurs mesures d'aides à l'activité économique ont par ailleurs été votées : 55 millions d'euros de soutien à l'industrie aéronautique, 1,9 en faveur des zones économiques d'intérêt régional, 1,9 M€ en faveur de l'agriculture et au soutien aux Cuma, 1,80 M€ pour la modernisation des hébergements touristiques. La Région intervient aussi pour la sécurité des transports avec notamment 3,25 M€ pour la rénovation du passage à niveau de Muret. Enfin, le conseil régional a lancé un appel à projets intitulé «Grands projets pour la croissance et l'attractivité des territoires», à destination des territoires ruraux et de la montagne.

Handicapés : dossier reporté

La Région, qui a mis en place un dispositif de soutien aux collectivités locales pour l'accessibilité des bâtiments aux personnes handicapées (plus de 500 dossiers accompagnés) examinera en septembre le dossier qu'elle avait inscrit lundi à l'ordre du jour. Martin Malvy souhaitait ainsi éviter toute interprétation polémique sur la volonté de la Région d'achever les travaux de mise en accessibilité avant 2020. Lors d'une interruption de séance, Odile Maurin représentante de l'Association des Paralysés de France, avait, depuis la tribune du public, lancé un appel aux élus pour qu'ils repoussent le texte présenté.

La Dépêche du Midi

RÉFORME TERRITORIALE

AILLEURS SUR LE WEB

Derrière un mur de sa maison, se cachait une ville souterraine du 7ème siècle… (Tribunal Du Net)

- Ce toboggan aquatique situé au Texas a une particularité incroyable...vous… (Tribunal Du Net)

A LIRE AUSSI

Agnès Saal aurait laissé une ardoise de 400 000€ de frais de taxi au Centre…

- Il y a quatre ans, cette candidate à l'élection de Miss Belgique était un homme

- Un fils Sarkozy en couple avec une star de télé-réalité? (Orange)
- Brigitte Bardot attaque Manuel Valls, Catherine Deneuve et... Zahia (Orange)
- Pourquoi la dernière vidéo de l'humoriste Rémi Gaillard fait polémique (Le Monde)
- L'Etat islamique dévoile l'horrible exécution de 16 prisonniers
- Chine : saisie record de 100 000 tonnes de viandes congelées depuis 40 ans
- Serge Lazarevic, ancien otage d'Aqmi, raconte l'enfer de la captivité

Recommandé par

Déposer un commentaire

CHARTE DE MODÉRATION

VOTRE COMMENTAIRE :

Votre commentaire est soumis à notre charte de modération. En cas de non-respect (propos racistes ou insultants...) il ne sera pas publié. Cliquez ici pour écrire et merci pour votre contribution.

Ne plus suivre ce fil de discussion

Envoyer ce commentaire

Réactions des lecteurs

Lecteur discret

10 commentaires

Odile31, **il y a 1 jour**

Désolée mais l'information sur la fin de l'article sur les handicapés n'a visiblement pas été vérifiée
Les associations du Comité d'Entente Régional des associations représentatives des personnes en situation de handicap et leurs familles faisaient une conférence de presse devant le Conseil Régional le 22 juin 2015 à l'occasion de l'assemblée plénière du Conseil régional pour demander à Martin Malvy de tenir parole et de ne pas reporter encore la mise en accessibilité des lycées de la région à 2021, voire 2024 !
en savoir plus : http://dd31.blogs.apf.asso.fr/archive/2015/06/21/monsieur-le-president-malvy-allez-vous-tenir-vos-engagements-82726.html
Et Odile MAURIN, représentante départementale de l'APF en Haute Garonne s'est invitée à cette assemble au nom du collectif et a pris la parole sans autorisation pour avertir les conseillers régionaux du recul qui se préparait en catimini.
Ce qui a porté ses fruits puisque après près de 3h de débat, Martin Malvy a retiré le rapport contesté voyant qu'il n'aurait pas de majorité pour le voter !
Il reste donc à négocier enfin avec la région afin que l'engagement pris de rendre tous les lycées accessibles d'ici 2019 soit enfin tenu après 40 ans de retard et le non respect de l'échéance de 2015 !

Signaler un abus